

CONFRONTATIONS



EUROPE

SOLIDARITY TOUR 2019

MANIFESTE

CONFRONTATIONS EUROPE

SOLIDARITY
TOUR



Warszawa Praha Budapest Αθήνα Βεογραδ Paris



Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union

Table des matières

Propos introductifs	3
Les recommandations des jeunes	4
1. Insertion sur le marché du travail et Europe sociale	4
2. Mobilité régionale et internationale	4
3. Asile et immigration	5
4. Démocratie, valeurs de l'Union européenne et élargissement	5

Propos introductifs

Dans le cadre du [programme « Europe pour les Citoyens » de la Commission européenne](#), Confrontations Europe a conduit le Projet Solidarity (ou *Solidarity Tour*) tout au long de l'année 2019.

Ce projet a réuni une cinquantaine de jeunes Allemands, Belges, Français, Grecs, Hongrois, Polonais, Serbes et Tchèques à l'occasion d'évènements organisés dans six villes européennes (Lille, Varsovie, Prague, Budapest, Athènes, Belgrade), et une centaine de personnes à la conférence finale du projet organisée à la Cité Internationale Universitaire de Paris.

A travers des séminaires et ateliers participatifs et interculturels, ces jeunes, aux profils diversifiés, pas ou peu sensibilisés aux questions européennes pour la majorité, et parfois issus de milieux moins favorisés, ont échangé et **émis des recommandations** sur plusieurs thématiques européennes (insertion sur le marché du travail, éducation, formation, asile et migration, mobilité, participation démocratique, futur de l'UE, élargissement...). Ils ont par la suite présenté ces recommandations à des décideurs locaux, nationaux et européens présents aux séminaires¹.

L'un des enjeux de telles rencontres est de parvenir à donner la possibilité de s'exprimer à des jeunes qui disposent de moins d'ouverture à l'Europe et de moins d'opportunités en termes de parcours, de formation, ou d'emploi. Ouvrir ces jeunes à l'Europe et leur donner une voix suppose de leur permettre de rencontrer et d'échanger avec des jeunes d'autres pays européens en confrontant leurs expériences concrètes (d'apprentissage, d'éducation, de mobilité ou d'intégration sur le marché du travail notamment) et en leur donnant la possibilité de faire entendre leur voix auprès de décideurs et d'acteurs impliqués.

Notre projet s'est ainsi tourné vers de jeunes Européens, qu'ils soient étudiants, apprentis, jeunes travailleurs ou à la recherche d'un emploi. L'objectif du Solidarity Tour a été est de rassembler un large panel et une diversité de parcours² – y compris des profils de jeunes moins favorisés – propres à enrichir la réflexion et les retours d'expérience. Face à la montée des extrémismes et de l'euroscepticisme, la force qui nous réunit est la prise de conscience d'une communauté de destin et la volonté de prendre toute notre place dans la société civile européenne et dans la construction de l'UE.

Plus largement, le projet s'adresse à l'ensemble des décideurs européens. Des décideurs locaux, nationaux et européens, des représentants des institutions et de la société civile européenne ont assisté aux séminaires Solidarity et ont été (seront encore) invités à réagir sur la base de nos travaux avec les jeunes et de leurs recommandations.

L'ensemble du travail réalisé par les jeunes a donné lieu à la réalisation du présent **manifeste**, qui regroupe leurs principales recommandations sur les différentes thématiques traitées, et qui sera disséminé auprès de décideurs publics et d'organisations de la société civile.

¹ Les programmes détaillés des différents séminaires (villes, thématiques des ateliers, intervenants, visites culturelles...) sont disponibles sur le [site internet de Confrontations Europe](#).

² Voir le guide méthodologique du projet Solidarity, disponible sur le [site internet de Confrontations Europe](#), pour davantage d'informations sur les profils des participants et la méthodologie du projet.

Les recommandations des jeunes

Ces recommandations ont été élaborées par les jeunes eux-mêmes, au sein des ateliers participatifs auxquels ils ont pris part dans les différentes villes. L'équipe de Confrontations Europe les a compilées et publiées dans le présent manifeste pour valoriser leur travail et porter leurs messages auprès des décideurs.

1. Insertion sur le marché du travail et Europe sociale

- Harmoniser les **standards sociaux** (salaire minimum, sécurité sociale, durée légale du travail...) et **fiscaux** (fiscalité des entreprises...) en Europe pour **réduire les inégalités entre les travailleurs européens** et **lutter contre le dumping social et fiscal** entre Etats membres.
- **Reconnecter les programmes éducatifs et de formation aux réalités du marché du travail et aux attentes des employeurs**, par exemple en augmentant la part de stages de professionnalisation par rapport aux cours théoriques.
- **Revaloriser les filières professionnelles et d'apprentissage**, en particulier dans les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, et donc où les jeunes ont des perspectives d'emploi et de carrière.
- Rendre obligatoire la **rémunération des stages** pratiques, leur non-rémunération étant un facteur d'inégalités.
- **Mettre en valeur l'expérience associative / bénévole** dans les cursus scolaires et auprès des recruteurs, en développant des programmes nationaux et européens de volontariat et en informant davantage sur les programmes existants (Corps européens de Solidarité, Service volontaire européen, programmes nationaux de service civique, travail bénévole en association...).
- Développer des **campagnes de sensibilisation pour lutter contre les discriminations** visant certaines minorités ou nationalités (ex : Roms), notamment pour l'accès à l'emploi.

2. Mobilité régionale et internationale

- **Elargir le programme Erasmus+** au-delà des milieux universitaires, en particulier aux centres d'apprentissage et de formation professionnelle.
- **Mieux intégrer les zones rurales et périphériques** à l'accès à la formation, notamment en y organisant des forums d'orientation (études, carrières, mobilité...) et en développant l'accès aux transports publics dans ces zones.
- Développer l'**apprentissage de plusieurs langues étrangères** à l'école.
- Diversifier et augmenter les **bourses de mobilité**, pour permettre à davantage de jeunes de bénéficier d'un échange international, y compris en stage ou en apprentissage.

3. Asile et immigration

- Construire une **politique d’asile et d’immigration gérée au niveau européen**, avec une répartition juste et équitable des demandeurs d’asile entre les Etats membres, étant donné que le Règlement de Dublin ne fonctionne pas.
- Mettre en œuvre une **politique d’accueil digne**, garantissant le **respect des droits de l’Homme** et des **conditions de vie et d’hygiène décentes** dans les camps et centres de rétention pour personnes migrantes.
- Accorder une attention particulière à la situation des **mineurs non accompagnés**, notamment en leur assurant sécurité, logement, scolarisation et accompagnement (par exemple, en foyer d’accueil spécialisé).
- Développer l’**accès à l’éducation des demandeurs d’asile mineurs** dans les écoles publiques – alors que dans certains Etats membres de l’UE, les enfants des demandeurs d’asile ne sont parfois pas scolarisés –, **former les professeurs** à accueillir ces élèves, et prévoir un **accompagnement linguistique**.
- Permettre aux demandeurs d’asile majeurs d’accéder à des **centres de formation et d’apprentissage** majeurs, et prévoir un **accompagnement linguistique**.
- Prévoir des espaces d’échanges et de dialogue entre personnes migrantes et populations locales pour améliorer la **compréhension mutuelle** et favoriser l’**insertion culturelle et sociale** des nouveaux arrivants.
- **Améliorer et simplifier les procédures de demande et d’obtention de l’asile**, pour faciliter l’intégration des demandeurs d’asile, limiter le temps passé en camps, centres de rétention ou dans la rue, et soulager les pays de première entrée comme la Grèce.

4. Démocratie, valeurs de l’Union européenne et élargissement

- Développer le **sentiment d’appartenance et de citoyenneté européennes**, et donner ainsi aux (jeunes) citoyens l’envie de voter aux élections européennes.
- Instaurer, dans tous les Etats membres de l’UE, des **cours d’éducation civique européenne**, dans le primaire et le secondaire, pour donner aux citoyens des connaissances sur le fonctionnement et les valeurs de l’UE, et sur l’histoire de l’intégration européenne.
- Créer un **média européen indépendant**, accessible dans tous les Etats membres et dans toutes leurs langues, pour informer les citoyens sur l’actualité européenne et des Etats membres, vulgariser le fonctionnement de l’Union européenne, informer sur les élections européennes...
- Imposer des **standards démocratiques et de respect des valeurs de l’UE**, non seulement pour les pays candidats à l’adhésion, mais aussi pour les Etats déjà membres, et prendre de réelles sanctions contre les Etats transgressant ces règles.
- Promouvoir la **coopération régionale**, notamment dans les Balkans, en parallèle du processus d’adhésion à l’Union européenne (ex : Serbie, Macédoine du nord, Albanie, Kosovo).

Le projet Solidarity a reçu le soutien de :



Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union



OFAJ
DFJW

Copyright : Tous les droits de reproduction sont réservés, sauf autorisation expresse de Confrontations Europe.
Directeur de la publication : Patrick Starkman, Directeur général
Coordination de ce numéro : Lorène Weber
Contact : communication@confrontations.org
Confrontations Europe : 227, bd St-Germain – F-75007 Paris - Tél.: +33 (0)1 43 17 32 83 et Rue du Luxembourg, 19-21. B – 1000
Bruxelles -Tél.: +32 (0)2 213 6270.